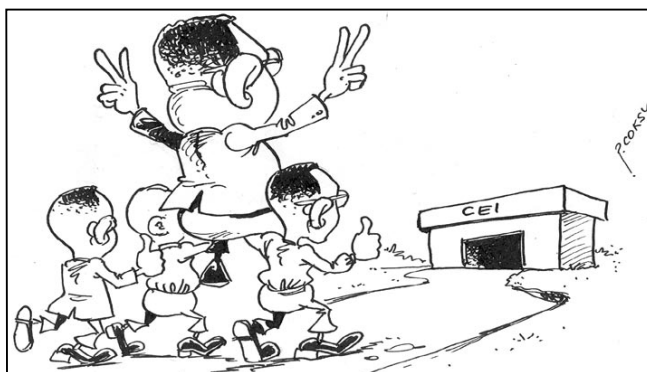


## Dépôt des candidatures : les candidats se pointent au compte-goutte à la CEI

**Il a fallu près d'une semaine pour voir le premier candidat à la présidentielle déposer sa candidature au Bureau de réception et de traitement des candidatures (BRTC) de la Commission électorale indépendante (CEI). A la date du 15 mars 2006, à 16 heures, plus de 1.700 candidats étaient passés retirer leurs formulaires, mais aucun n'était venu déposer sa candidature. C'est seulement un jour plus tard, qu'Eugène Diomi Ndongala, l'ancien ministre des Mines, viendra déposer sa candidature à la magistrature suprême. Après lui, les candidats en ordre se pointent, mais au compte-goutte.**



Il est 15h 30' ce jeudi 16 mars 2006 lorsque le président de la Démocratie chrétienne, M. Eugène Diomi Ndongala se pointe au BRTC. Une foule de militants de son parti et des sympathisants, constitués en majorité des étudiants, l'accompagne sous une fine pluie. Vêtus de tee-shirts et des pagnes portant l'effigie de leur leader, ils entonnent des chants en signe de victoire. Sur une liste de 77 personnes qui ont retiré leurs formulaires pour la présidentielle, Diomi est le premier candidat à remplir toutes les conditions, y compris la caution non remboursable de 22.000.000 francs congolais, l'équivalent de 50.000 dollars.

Reçu par la préposée au niveau de ce Bureau, Diomi Ndongala a ainsi déposé son dossier de candidature en bonne et due forme conformément au modèle fixé par la CEI. «Le dépôt de ma candidature, affirme-t-il, est un engagement pris et un geste de responsabilité. C'est la réponse logique à une résolution prise par le Congrès de mon parti qui m'a demandé d'apprêter ma candidature. C'est un engagement que je tiens à honorer avec détermination jusqu'au bout, avec le soutien de mes militants».

### Près d'une centaine de candidats signalés

Lancé officiellement le vendredi 10 mars, au lendemain de la promulgation de la Loi électorale, le dépôt des candidatures à la présidentielle et aux législatives se fait à pas de tortue, aussi bien à Kinshasa que dans les provinces. Pourtant l'affluence est au rendez-vous. Des candidats assiégent à longueur de journée le BRTC. Seulement ces politiciens viennent, dans un premier temps, plus pour le retrait des formulaires de demande de candidatures édités par la CEI que pour le dépôt de leurs dossiers.

Selon M. Léonard Mota, président du BRTC de la Gombe, seuls deux candidats ont versé la caution sur les 95 retraits des formulaires pour la présidentielle en date du 17 mars. Il s'agit d'Eugène Diomi Ndongala et du professeur Kabatusuila. Antoine Gizenga, la troisième personne à déposer sa candidature, n'a pas encore retiré la note de perception (lire ci-contre).

Au bureau de la DGRAD installé au sein du BRTC, on a indiqué que 10 autres candidats sur les 95 enregistrés ont retiré la note de perception à la même date. Joseph Kabila, Z'Ahidi Ngoma, Pierre Pay Pay, Osée Muhima Nkozi, Guillaume Ngefa Atondoko, Paul-Joseph Mukungubila Mutombo, Lupepe Tshilomba Georges, Me Andeka Djamba, Cathérine Nzuzi wa Mbombo, Mbala Meti Célestin n'entendent plus qu'aller verser la caution pour que leurs dossiers soient en règle.

Soulignons que, parmi les 95 candidats à l'élection présidentielle, on compte cinq femmes : Nzuzi wa Mbombo, Justine Kasa-Vubu, Odette Babando et Princesse Fufu.

Quant aux élections législatives, le président du BRTC a déclaré que jusqu'au vendredi 17 mars, 1412 candidats avaient déjà pris les formulaires. Parmi ceux-ci, seuls 72 ont retiré la note de perception.

Face à cette lenteur, les observateurs s'interrogent sur les vrais mobiles. Selon les candidats abordés,

## Le Palu dépose la candidature sans verser la caution

Ambiance inhabituelle ce vendredi 17 mars 2006 au Bureau de réception et de traitement des candidatures (BRTC) de la CEI sur avenue Lukusa, dans la commune de la Gombe. Depuis 9 heures du matin, des milliers des militants du Palu (Parti Lumumbiste Unifié) ont investi les lieux pour ovationner leur chef, le Secrétaire général du parti, M. Antoine Gizenga qui devait venir déposer sa candidature à la magistrature suprême.

Bravant la chaleur que dégage le soleil, ces militants, dont l'âge varie entre 25 et 70 ans, hommes et femmes confondus, fredonnent à tue-tête des chants en hommage à leur leader et au héros national Patrice Emery Lumumba. Pour les journalistes qui campent ici pour ne pas rater l'événement, l'attente devient longue, bien que confortablement assis sur des chaises en plastic sous un hangar.

En dehors de l'enceinte du BRTC, l'ambiance est électrique, la canicule ne semble pas venir à bout des fidèles déterminés à voir Gizenga venir déposer sa candidature. «Ce moment, nous l'attendons depuis 45 ans», déclare M. Katshunga, un septuagénaire venu de Lingwala.

Dans la foule, un militant chuchote que le Secrétaire général du Palu vient de quitter sa résidence, transporté sur un tyôpi. Vite la nouvelle se repand comme une traînée de poudre et provoque des sifflements proches d'hilarité. A 13 heures 10', des acclamations font sursauter quelques journalistes et autres visi-

teurs qui étaient déjà dans les bras de Morphée. La police ouvre grandement le portail, une Jeep 4 X 4 noire de marque Toyota Runner aux vitres fumées, immatriculée BC 6793 BD se fraye un passage pour s'introduire dans la parcelle qui abrite le BRTC.

### Toutes les candidatures du Palu rejetées

A la place d'Antoine Gizenga, c'est son mandataire, M. Godefroi Mayobo, 1<sup>er</sup> Secrétaire permanent et porte-parole du Palu qui s'extirpe difficilement du véhicule, car il est lourdement chargé du dossier de candidature de son Secrétaire général ainsi qu'un sac nylon rouge-blanc contenant les registres des 50.000 signatures des membres du parti. Vite, il entre dans le BRTC. L'opération prendra plus de deux heures, car les photos passeports du candidat Gizenga ont été oubliées à Limete.

La technologie aidant, le portable de Mayobo est mis à contribution pour appeler la résidence. Là encore, l'attente se fait longue, il a fallu plus d'une heure pour qu'enfin l'honorable Muzito ramène les photos. «Nous sommes venus déposer la candidature à l'élection présidentielle du Secrétaire général du Palu. Nous venons d'être bien reçu par la CEI», déclare Godefroi Mayobo. Au sujet de paiement de la caution, il rappelle la position de son parti, celle de ne pas payer. «Nous n'avons pas payé, mais nous avons apporté la garantie citoyenne, celle de 50.000 signatures des militants du Palu.

outre le temps que prend le remplissage des formulaires qu'il faut faire avec minutie, il se pose le problème de désorganisation qui existerait dans la procédure de paiement de la caution, dont ils se disent ne pas être précisément fixés. Selon les candidats, il s'observe un flou orchestré par la CEI, le ministère de l'Intérieur et les banques retenues pour la perception de la caution non remboursable. Or, tout dépôt de dossier de candidature est assorti de la conditionnalité du paiement préalable de ladite caution.

Au clair, après avoir retiré et rempli en bonne et due forme son formulaire, le candidat se rend au Bureau de réception des partis politiques installé au Secrétariat général du ministère de l'Intérieur pour retirer la note de perception auprès du préposé de la DGRAD. C'est avec cette note qu'il va se présenter au guichet de la banque pour paiement. Mais, la plupart des candidats ont déclaré ignorer cette procédure.

Signalons que les cautions sont versées dans le compte du Trésor public enregistré sous le numéro : «Compte receveur DGRAD n°11050/2003». Elles sont non remboursables.

Déo MULIMA et Jeanne MBANGA

Le Palu étant un tout, il en sera de même pour tous les autres membres choisis par le parti pour les autres scrutins», précise-t-il.

Avant de monter à bord de la Jeep qui l'a amené, le 1<sup>er</sup> Secrétaire permanent du Palu s'adresse, à l'aide d'un mégaphone, aux militants en leur annonçant que le travail de ce jour est fini. «Nous avons déposé la candidature de notre chef, lance-t-il. Rentrez chez-vous dans le calme. Respectez nos policiers, nos militaires ainsi que les biens publics. Lumumba et Gizenga ne nous ont jamais appris à voler, à détruire et à se bagarrer.»

Comme des fourmis ouvrières, les militants du Palu obéissent au mot d'ordre et rentrent très joyeux comme ils étaient venus. Mais seulement voilà, cette joie va être de courte durée lorsqu'ils apprendront que toutes les candidatures du parti à tous les scrutins ont été rejetées pour n'avoir pas rempli l'une des conditions : le paiement de la caution.

Déo MULIMA

### Sommaire

- Les candidats indépendants s'engagent dans une course d'obstacles.....P. 2
- Mwimba Texas : «Nous voulons aller aux élections pour un réel changement dans notre pays»...P. 3
- Les pêcheurs Wagénia peu au fait du processus électoral.....P. 4

## A chaud

# Elections : les candidats indépendants engagés dans une course d'obstacles

Quelques jours après la promulgation de la Loi électorale, les candidats aux différents scrutins n'hésitent plus à afficher leurs ambitions politiques. La Commission électorale indépendante (CEI) en a répertorié près d'une centaine, une semaine après le lancement de dépôt des candidatures. Parmi eux, des cadres investis par des partis et, parallèlement, des indépendants. Coup de projecteur sur cette deuxième catégorie, dont l'opinion parle peu.

Des noms collés à des visages généralement inconnus des foules sont livrés au public par des journaux ou quelques petites minutes de reportage télé. Voilà schématiquement le raccourci qu'empruntent nombre de candidats indépendants à l'élection présidentielle pour s'annoncer à leurs potentiels électeurs.

Aux termes de la Loi électorale, l'article 12 stipule que «le candidat se présente, hormis pour les scrutins uninominaux : soit individuellement pour le candidat indépendant, soit sur la liste d'un parti politique ou d'un regroupement politique de la circonscription électorale qu'il a indiquée dans sa déclaration de candidature». Juridiquement donc, l'existence des candidats indépendants ne pose aucun problème. Les obstacles se dressent plutôt sur le terrain pratique.

### Une avalanche d'obstacles

Au premier rang de ce qui pourrait ressembler à des critères discriminants, à en croire les candidats évoluant en dehors des institutions de la transition, se trouvent les 22.000.000

francs congolais de caution (soit 50.000 \$), à verser par le candidat président de la République.

Il y a également le parrainage au travers de 10.000 signatures que chacun devra collecter dans la moitié au moins des provinces du pays. Difficulté supplémentaire : la prise en charge, par le candidat, de ses témoins et de leurs suppléants sur l'ensemble des bureaux de vote de la circonscription électorale. En clair, les indépendants s'engagent dans une véritable course d'obstacles.

### Les indépendants demeurent encore hésitants

En attendant la publication des candidatures officiellement retenues par la CEI, pour les différents scrutins (présidentiel, législatif, provinciaux, locaux), les électeurs devraient s'accommoder des sollicitations des présidentiables indépendants déclarés : Guillaume Ngefa, et Me Firmin Yangambi, deux activistes d'ONG.

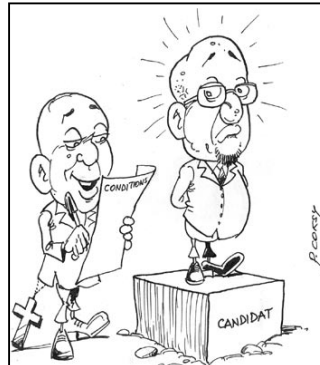
Toutefois, contrairement à bon nombre de candidats membres des partis politiques qui n'hésitent pas à se déclarer prêts à la course aux mandats à l'issue de leurs congrès ou conclaves, les indépendants demeurent plus que jamais réservés. N'ayant généralement d'appartenance à aucun regroupement politique connu, tout en étant membres actifs de la Société civile, ils promettent de se prononcer le moment venu sans préciser lequel.

Auguy Ilunga Tshivuila, dit «ADC Diamond», homme d'affaires bien connu dans le Kasai Oriental s'était déclaré candidat aux prochaines élections provinciales ou à la députation fin 2005, au moment où il venait

de se faire enrôler à Mbuji-Mayi. Il soutenait, à cette occasion, qu'il serait candidat indépendant. Plusieurs mois après, il se montre de plus en plus réservé et discret.

### L'appât du pouvoir

Dans cette province du Kasai Oriental, les animateurs de radios sont très populaires. Les émissions radiophoniques sont suivies par 95% de la population. Certains animateurs portent déjà des sobriquets



de «députés», «honorables», «présidents»... Partout où ils passent, des badauds viennent les entourer et permettent parfois de voter pour eux si seulement ils se portaient candidats. Les animateurs de radios sont ainsi tentés par les ambitions politiques alors que les moyens font défaut.

Les politiciens en provenance de Kinshasa sont souvent vus d'un mauvais œil chaque fois qu'ils effectuent des voyages en fanfare dans la ville

de Mbuji-Mayi. Sur les ondes des radios, les mêmes animateurs répètent à longueur de journées que «les personnes qui ne connaissent pas vos souffrances reviennent chercher vos voix». Un message mal apprécié par les politiciens venant de Kinshasa.

### Une association pour gérer les ambitions

A Kinshasa, hommes d'affaires, intellectuels et autres activistes des droits de l'homme ne jurent que par les échéances électorales futures pour que les choses changent. Cette catégorie de personnes se déclarant indépendants d'abord d'eux-mêmes, puis des forces politiques en présence se sont regroupés au sein d'une association dénommée Réseau des Acteurs du Développement (RAD). Ils ont à leur tête Jean Bamanisa, homme d'affaires et ancien président de la Fédération des entreprises du Congo (FEC).

Plusieurs membres du RAD sont candidats à tous les niveaux, sauf la présidentielle, révèle Darling Kemo Nsiku, secrétaire exécutif de ce regroupement qui s'abstient de citer leurs noms. «Les membres du RAD, explique-t-il, ne visent pas la Présidence de la République parce que l'organisation est encore trop jeune. Il faudra attendre les prochaines années pour exprimer ces ambitions».

En ce qui concerne les stratégies utilisées pour remporter les élections, Darling Kemo précise que le RAD ne présente personne aux élections. Ses membres sont indépendants et se présentent à titre individuel, comme le veut la Loi électorale.

Ben-Clet KANKONDE  
et Alain KABONGO

## A savoir

# Loi électorale : l'âge minimum pour être gouverneur de province fixé à 18 ans

Les Congolais vont bientôt élire les dirigeants qui les conduiront à la troisième République. Il leur importe donc de connaître les grandes lignes de la Loi électorale qui définit les critères pour être candidats. Ci-dessous, nous publions les principales conditions établies par le Législateur pour devenir député provincial, gouverneur ou vice-gouverneur de province.

- quatre photos passeport ;
- un symbole ou un logo du parti ou du regroupement politique ;
- les noms de deux suppléants.

A ces documents, le candidat devra joindre :

- \* une photocopie de la carte d'électeur ;
- \* une attestation de naissance ;
- \* un récépissé du dépôt d'une caution non remboursable de 55.000 francs congolais versés dans le

compte du trésor public.

- \* une lettre d'investiture par son parti ou son regroupement politique.

### Conditions pour être candidat Gouverneur de province

Le Gouverneur et le Vice-gouverneur de province sont élus (sur une même liste au suffrage indirect et au scrutin majoritaire à deux tours) pour un mandat de cinq ans, renouvelable une seule fois par les députés pro-

vinciaux. Ils sont investis par ordonnance du Président de la République. Pour se présenter, le candidat Gouverneur ou Vice-gouverneur doit remplir les conditions suivantes :

- \* être de nationalité congolaise ;
- \* être âgé de 18 ans révolus ;
- \* jouir de la plénitude de ses droits civils et politiques ;
- \* avoir la qualité d'électeur.

La déclaration de candidature comprend :

- une lettre de consentement conforme et signée ;
- une fiche d'identité avec curriculum vitae et une déclaration d'honneur ;
- quatre photos passeport ;
- un symbole ou un logo du parti ou du regroupement politique ;
- les noms de deux suppléants.

A ces documents, le candidat est prié d'associer :

- \* une photocopie de la carte d'électeur ;
- \* une attestation de naissance ;
- \* un récépissé du dépôt d'une caution non remboursable de 66.000 francs congolais versés dans le compte du trésor public.
- \* une lettre d'investiture par son parti ou son regroupement politique.

Emmanuel MAKILA

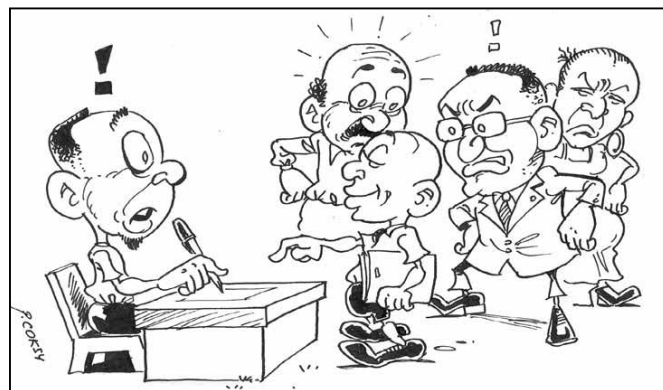
Les candidats députés provinciaux convoitent les circonscriptions qui sont dans les provinces, en l'occurrence la ville et le territoire, et, dans la ville de Kinshasa, la commune. Les conditions d'éligibilité établies par le législateur sont les suivantes :

- \* être de nationalité congolaise ;
- \* être âgé de 25 ans révolus ;
- \* jouir de la plénitude de ses droits civils et politiques ;
- \* avoir la qualité d'électeur.

### Procédure à suivre

La déclaration de candidature comprend :

- une lettre de consentement conforme et signée ;
- une fiche d'identité avec curriculum vitae et une déclaration d'honneur ;



## A cœur ouvert

# Mwimba Texas : « Nous voulons aller aux élections pour un réel changement dans notre pays »

**Initiateur d'un catch qui se veut classique, éducatif, athlétique et dépourvu de fétichisme, Mwimba Texas est le tout premier champion de la discipline au niveau de la Ligue de Kinshasa (Licakin). Albinos, cet athlète discipliné et acrobatique tient à demeurer un modèle aussi bien pour les sportifs que pour bien d'autres albinos. Conscient de ses atouts, il tâche de les capitaliser en mobilisant les Congolais pour les élections, en vue d'une réelle amélioration des conditions de vie au pays.**

**Mwimba Texas, le processus électoral intéresse-t-il le sportif que vous êtes ?**

Oui, parce que, je ne suis pas n'importe quel catcheur ! Je suis un modèle à suivre. J'ai créé depuis 1980 le catch club Interafrica dans le souci de promouvoir un catch classique. Avec mon éducation, je refuse de m'identifier aux catcheurs voyous, brigands et délinquants. Le catch est confronté à d'énormes difficultés. Nous n'avons pas de rings appropriés, pas de cordes bien tendues... Nous voulons donc aller aux élections pour que les choses changent dans ce pays. D'ailleurs, je vous informe que Mwimba Texas a déjà commencé, au Bas-Congo, une campagne de sensibilisation de la population pour

sauvegarder la paix tout au long des échéances électorales.

**En quoi consiste réellement cette campagne ?**

Elle consiste à conscientiser et à sensibiliser d'abord la population sur la nécessité d'instaurer la paix pendant la période électorale. Vous savez que, sans la paix, il n'aurait pas été possible que nous nous retrouvions ici pour réaliser cette interview. Nous voulons la paix, parce que les choses peuvent bien marcher si elle existe.

**Comment appréciez-vous le déroulement du processus électoral ?**

Le processus électoral se déroule bien et nous permet de mettre fin au

système «1+4» qu'on n'a jamais vu ailleurs. Nous voulons vraiment avoir un Président et des dirigeants élus, qui auront des comptes à rendre à la population. Nous savons, à ce sujet, qu'il existe des personnes

**Vous venez de monter une association d'albinos. Ne craignez-vous pas d'être utilisé comme marchepied durant la campagne électorale ?**

Oh ! C'est connu de tout le monde qu'on ne peut pas



Fier de n'avoir jamais connu de défaites sur le ring, Mwimba Texas lutte désormais contre la discrimination des albinos. (Photo JDC)

qui ne veulent pas des élections, parce qu'elles ne sont pas sûres d'être élues. C'est pour cela qu'on remarque certaines difficultés dans le déroulement du processus. En tant que catcheur du peuple, je n'ai pas de couleu, ni d'obédience.

parler du catch en RDC sans évoquer le nom de ce catcheur albinos qu'est Mwimba Texas. Au fil des combats, 630 au total, j'en ai remportés 626. Je n'ai connu aucune défaite dans ma carrière, si ce n'est 4 combats. J'ai ainsi fini par

convaincre. Mais nous les albinos, nous avons pas mal de problèmes. Nous sommes victimes de rejet au sein de la société. C'est pourquoi, grâce à ma petite célébrité, j'ai réuni des amis, des frères et sœurs albinos dans une association que j'ai créée : la «Fondation Mwimba Texas». Elle s'active à promouvoir la dignité, l'émancipation et l'assistance aux albinos qui doivent fournir un effort pour leur épanouissement. J'ai, pour cela, pris divers contacts notamment avec les chefs spirituels de l'église kimbanguiste et de l'église des Noirs en Afrique. Il ne s'agit pas, pour nous, de servir de marche-pied à qui que ce soit. Je ne suis pas facile à manipuler. Croyez-moi, je fais mon métier de catcheur, c'est mon gagne-pain, c'est difficile que quelqu'un puisse m'utiliser n'importe comment. Je suis le premier catcheur décoré de la médaille de mérite sportive. C'est une fierté et un honneur pour le catch congolais que j'ai révolutionné.

Propos recueillis par  
Athanase MASSIKINI  
et Yves KALIKAT

## Micra baladeur

# Que diriez-vous d'une nouvelle prolongation de la Transition ?

**Jason Luneno, président de la Société civile du Nord-Kivu**



La prolongation de la Transition est une évidence. Il y a encore beaucoup à faire avant de nous rendre aux urnes. En tenant compte des réalités de nos provinces, il est impossible d'avoir au 30 juin 2006 des institutions élues. Le temps qui nous reste ne nous permettra pas de déployer le matériel de vote, vulgariser la loi électorale, permettre aux électeurs de faire connaissance avec les candidats... En outre, nous devons penser à la réconciliation dans notre province, car les élections ne peuvent pas bien se dérouler dans un contexte tribal. Enfin, les dis-

positions de l'Accord global et inclusif disent clairement que la Transition prend fin à l'installation des institutions issues des élections. Exerçons-nous donc à respecter les textes qui nous régissent et organisons de bonnes élections sans précipitation.

**Jacquie Kabedi, chef de bureau à la Condifa, Lubumbashi (Katanga)**



Personnellement, je n'apprécierai pas une nouvelle prolongation de la Transition. Car, nous sommes déjà fatigués de vivre dans un système d'incertitude, dans lequel on ne sait pas quels sont le rôle et la place de chacun. C'est une histoire montée de toute pièce. Nous avons soif d'avoir un gouvernement responsable et organisé, dans lequel on respecte les normes.

**Bula Mbemba (38 ans), opérateur économique, Matadi (Bas-Congo)**



Une éventuelle prolongation de la Transition serait synonyme de la mauvaise foi très manifeste de la classe politique congolaise. En effet, jusqu'à ce jour il n'y a pas de raisons majeures pour repousser la Transition, les grands points d'achoppement ayant déjà été franchis. On s'inquiétait plutôt du retard quant à la promulgation de la Loi électorale. Le peuple congolais a le regard fixé vers le 30 juin 2006, cap qui marquera l'avènement de la 3<sup>ème</sup> République. Les conséquences d'une telle mesure seraient fâcheuses, car cela risque d'entamer la paix sociale et la crédibilité de la RDC.

**Régine Kapunga (52 ans), chargée de la sensibilisation (Conader/Maniema)**

Nous sommes à bout de patience. Ça fait très longtemps que la Transition dure. Nous voulons avoir des dirigeants démocratiquement élus pour mettre fin à la longue crise de notre pays. Il faut que les élections se tiennent comme prévu par la Constitution de Transition. Personnellement, je suis



contre l'idée d'une nouvelle prolongation. Mais si, pour des raisons valables liées au calendrier d'organisation des élections par la CEI, celle-ci demande une rallonge de quelques mois, je peux l'accepter. A une condition : que les élections se tiennent avant la fin de l'année.

**Doux Mulemangabo, vérificateur des impôts (DG), Kisangani**



Prolonger la Transition, c'est augmenter la blessure de la population qui n'attend de ces dirigeants que l'organisation d'élections libres et démocratiques pour élire les hommes de leur choix. Une nouvelle prolongation nous donnera l'idée sur les dirigeants actuels qui ne respectent jamais leurs engagements vis-à-vis du peuple. Le Gouvernement qui est en place ne tient pas ses promesses, particulièrement en ce qui nous concerne, nous fonctionnaires.

Propos recueillis par Rozaly ZAWADI (Goma), Eliane TSHILOBA (Lubumbashi), Dieudos MWADI (Matadi), Pépé MIKWA (Kisangani) et Raouil BILETSHI (Kindu)  
Correspondants InterCongo media/Syfa

## Brèves

Une sélection de  
Alain KABONGO

■ **Candidature.** Antoine Gizenga Fundji et Lunda Bululu se lancent dans la course pour le fauteuil présidentiel. Désigné candidat par le conseil extraordinaire du Parti Lumumbiste Unifié (PALU), Gizenga, ancien ministre de Lumumba, a répondu positivement à cette demande mi-mars, promettant de remettre la RDC sur les rails. De même, l'ancien Premier ministre Lunda Bululu a accepté d'être candidat de son parti, le Rassemblement des forces sociales et fédéralistes (RSF). Ses partisans, réunis le 11 mars en convention nationale extraordinaire, lui ont demandé de postuler pour la magistrature suprême.

■ **Elections.** L'Union européenne tient à l'implication de toutes les composantes au processus électoral en RDC. Aldo Ajello, l'envoyé spécial de cette institution dans la région des Grands Lacs, a émis le vœu de voir les élections se dérouler avec toutes les parties. «*Quand bien même il y aurait des problèmes, les solutions doivent être trouvées dans un contexte général*», a-t-il déclaré à l'issue d'une audience avec le président Kabila le 14 mars à Kinshasa.

## PROVINCE ORIENTALE

## Kisangani : les pêcheurs Wagenia peu au fait du processus électoral

*Très peu informés sur l'évolution du processus électoral, les célèbres pêcheurs Wagenia de Kisangani, chef-lieu de la Province Orientale, attendent des futurs dirigeants des écoles, de l'électricité et une route asphaltée vers leur village...*

Assises sur les immenses rochers qui bordent le fleuve Congo, en amont de la ville de Kisangani, les pieds dans l'eau et les visages rivés sur les splendides chutes Wagenia du célèbre village de pêcheurs, une dizaine de femmes parlent en regardant leurs maris pêcher. Elles attendent que ces derniers sortent de l'eau pour aller vendre les produits de la pêche au grand marché de Kisangani, à 5 km de là. C'est leur train-train quotidien.

«*Chaque jour je viens acheter les poissons que je vais revendre au marché*», explique Hélène Tundu, le regard dans le bassin à moitié rempli de sardines. Hélène et ses camarades savent tout des poissons des chutes Wagenia. Mais, elles ignorent presque tout du processus électoral en cours dans le pays. Pour parler le même langage qu'elles, il faut utiliser le mot «*vote*» et non «*élection*». «*Je sais qu'il y aura vote, mais je ne sais pas quand*, dit Hélène. J'ai ma



*carte de vote et j'attends qu'on me dise que c'est aujourd'hui ou demain le vote. Puis-je le savoir monsieur le journaliste ?*», demande-t-elle. «*C'est au mois de juin, c'est ce que les gens disent*», répond une de ses amies, un peu mieux informée.

«*Je ne suis pas savante...*»

La communauté de pêcheurs ne connaît que très peu de choses du processus électoral. Dans leur village où une centaine de maisons sont érigées à la queue leu leu tout le long du fleuve, il est rare de trouver un pêcheur qui cite deux noms de

candidats déclarés à la présidence de la République, à part celui de Joseph Kabila.

Hélène, 32 ans et mère de 4 enfants, avoue qu'elle ne parle jamais «*vote*» avec son mari, mais seulement des problèmes du foyer. «*Je ne sais pas qui est candidat, clame-t-elle. Je ne suis pas savante pour le savoir. Au moment du vote, nous allons voir les candidats dans les bureaux de vote*».

La population a cependant des attentes. Pierre Bashengi, 62 ans, aimerait voir ses 28 petits-enfants ainsi que «*tous les enfants Wagenia vivre dans un environnement civilisé*». Pour le vieil homme, les futurs dirigeants doivent «*construire des écoles dans le village qui n'en compte que deux de niveau primaire, électrifier le site et asphalté la route principale qui y mène*». Ces attentes sont aussi ceux des Wagenia de la rive gauche du fleuve Congo.

Didier KEBONGO  
InterCongo media/Syfia

## NORD-KIVU

## Sécurisation des élections : une «armée» de policiers à pied d'oeuvre à Goma

*Plus de 40.000 policiers doivent sécuriser les élections prévues cette année en RDC. Pour cela, ils sont rigoureusement formés notamment à gérer les manifestations de rue. Démonstration publique à Goma, où près de 200 policiers ont montré de quoi ils seront capables...*

Goma, 1<sup>er</sup> mars 2006, 9 heures. Une centaine de manifestants armés de pierres et de bâtons réclament l'application des «*accords de Mbudi*», sur le barème salarial des fonctionnaires congolais. Partis du Cercle sportif, ils progressent vers le rond-point de l'institut de Goma. Puis, surgit à l'autre bout de la rue un groupe de policiers équipés de casques, de boucliers et de bâtons de protection. Courant à grands pas, ils bloquent la route aux manifestants, qui ne supportent pas cette intervention. Un jet de pierre s'ensuit.

«*Au nom de la loi, que les bons citoyens se retirent. Nous allons faire usage de la force...*», lance en direction de la foule, à l'aide d'un mégaphone, un officier de la police mandaté par l'autorité urbaine. Il répète l'avertissement en swahili et en lingala (deux des quatre langues nationales). Certains manifestants quittent la marche. Au bout de 2 heures de négociations, la police finit par mettre la main sur le groupe des meneurs, ce qui contraint le dernier caré des manifestants à se disperser.

## Une simulation proche du réel

Les policiers, en sueur, sont acclamés par les observateurs, parmi lesquels des autorités politico-militaires, celles de la Monuc (Mission des Nations Unies au Congo) et une foule des curieux. En fait, de mani-

festation, il ne s'agissait que d'une simulation du Groupe mobile d'intervention (GMI) de la police de Goma, appelée à gérer les foules agitées en période d'élections.

«*J'allais me joindre aux manifestants, tellement cela paraissait réel*», laisse entendre un étudiant de l'Institut supérieur de commerce, qui a assisté à l'exercice. Le vice-gouverneur de la province du Nord-Kivu chargé des questions administratives et sociales, Valentin Balume, est très satisfait. «*J'espère que les vrais manifestants seront gérés de la sorte, objecte-t-il. Cela nous évitera des dégâts en période électorale*».

## Ne pas utiliser d'armes à feu

Exactement 187 policiers ont été formés en février dernier par des instructeurs de la Monuc. Ils ont appris à faire usage du seul matériel conventionnel de maintien et de rétablissement de l'ordre public : boucliers, casques, bâtons de protection, gaz lacrymogène... «*L'usage des armes à feu est strictement interdit en cas de soulèvement de la population*, précise l'un des formateurs, le lieutenant Léonard Wanzinu. *Les policiers ne peuvent y recourir qu'en cas de légitime défense avérée*». Jean-Marie Ndaty Kapend, le commandant adjoint de la police nationale au Nord-Kivu, rassure du strict respect des conventions en la matière et des droits humains.

«*Souvent, les policiers ont tendance à penser que la gestion d'une foule agitée ne peut être possible qu'en fouettant les manifestants. C'est une erreur*, affirme le commandant en second du GMI, Sadiki Mondele qui a participé à la formation. Il plaide cependant pour que son unité soit dotée du matériel d'intervention

adéquat : «*Nous n'avons même pas une jeep qui peut nous faciliter un déploiement sur le terrain en cas d'urgence...*»

## Le danger des soldes dérisoires

Environ 40.000 policiers congolais sont actuellement formés pour sécuriser les élections sur l'ensemble du pays. L'Angola, l'Afrique du Sud et la France participent à leur formation. Selon le président de la Commission électorale indépendante (CEI), qui a fixé au 18 juin le premier tour de l'élection présidentielle et les législatives, un plan approprié de sécurisation des scrutins est déjà mis en place par le Gouvernement congolais, avec l'appui de l'Union européenne et de la Monuc.

Mais, comme pour les soldats formés dans la nouvelle armée nationale congolaise, leur efficacité dépend, en grande partie, du paiement régulier des soldes. Ces soldes, jugés dérisoires (moins de 20 \$), les poussent souvent à se méconduire. «*Lors de l'enrôlement des électeurs, les policiers qui assuraient l'ordre aux centres d'identification favorisaient les personnes qui leur donnaient un peu d'argent... Les démunis étaient obligés d'y passer la nuit ou d'être là à une heure du matin...*», témoigne une vendeuse de Goma.

«*Plusieurs policiers portaient des armes à feu dans les centres d'enrôlement*», fait remarquer, pour sa part, un membre d'un parti politique qui a préféré taire son nom. «*Il y a même eu échange de coups de feu entre policiers au centre installé à la mairie*», rappelle-t-il, émettant le vœu de voir les policiers nouvellement formés se comporter autrement lors des élections.

Rozaly ZAWADI  
InterCongo media/Syfia

## Journal Citoyen

Supplément indépendant  
d'informations électorales

1<sup>er</sup> niveau, Immeuble SOMIP  
Avenue du Commerce n° 34  
Kinshasa/Gombe

e-mail : journalducitoyen@yahoo.fr  
© 081- 0123090

- **Projet de la Haute Autorité des Médias**, financé par DFID, la DGDC, l'APEFE et l'ACDI; en partenariat avec l'Institut PANOS Paris et l'APEFE
- **Le «JDC»** est envoyé en province avec l'appui logistique de la MONUC

Directeur de rédaction  
Philippe DE BOECK  
Rédacteur en chef  
Yves KALIKAT  
Gestion et Comptabilité  
Sylvie KOKOKANI

Pigistes (Kinshasa)  
Athanase MASIKINI (APA)  
Ben-Clet KANKONDE (Le Potentiel)  
Yvette MBUYI (La Tempête des Tropiques)  
Alain KABONGO (Le Phare)  
Jeanne MBANGA (L'Observateur)  
Déo MULIMA (La Référence Plus)  
Emmanuel MAKILA (The Post)

Pigistes (provinces)  
Correspondants de Syfia/InterCongo média  
et de Panos Paris

Dessin  
Patou BOMENGA  
Layout et mise en page  
ASIMBA BATHY